



# La pauvreté ne recule pas en Suisse

**Précarité** Face à ce constat «décevant», Caritas liste les défis principaux pour les ménages à bas revenus en 2026 et esquisse des solutions «possibles» pour faire face à ce problème chronique. Tour d'horizon.

**Bastien Nespolo**

Bien que la Suisse soit prospère, la pauvreté ne diminue pas dans le pays. C'est le constat que dresse la Confédération dans son premier monitoring de la pauvreté en Suisse, un rapport national visant à «mieux connaître l'étendue de ce problème».

Dans ce rapport publié en novembre dernier, le Conseil fédéral reconnaissait que l'objectif de la Suisse de réduire la pauvreté n'a pas été atteint. Une conclusion «décevante» pour Caritas Suisse, qui souligne toutefois l'importance de cette première étude.

Reconduite tous les cinq ans, elle permet d'approfondir les connaissances à l'échelle du pays dans ce domaine et sert de base pour concevoir «de manière ciblée une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté». Cette stratégie, demandée par le parlement, est prévue pour 2027.

En attendant, «2026 sera une année difficile pour les ménages à bas revenus», alerte Caritas qui qualifie cette problématique de «chronique» et liste les prin-



Caritas est au front en matière de pauvreté, notamment dans ses magasins réservés à la population précarisée. Christian Pfander

cipaux défis auxquels devront faire face ces ménages ainsi que des solutions.

## «Une société divisée»

Le nœud de la problématique entremêle un accroissement de diverses dépenses essentielles et la stagnation des bas salaires. L'augmentation du coût de la vie, d'abord, affecte directement les

ménages à bas revenus et constitue la raison principale de la détérioration de leur situation.

Pour illustrer cette réalité, Caritas note qu'aujourd'hui 1,4 million de personnes (16%) vivent sous le seuil de pauvreté ou juste au-dessus (ndlr: ce dernier est fixé à 2315 francs pour l'ensemble des revenus d'une personne seule et à 4051 francs pour

un ménage de deux parents et deux enfants). Pour donner une mesure de la situation, l'institution ajoute qu'en Suisse, le cinquième de la population le plus pauvre dépense près de 98% de ses revenus dans des frais de santé et de consommation (logement, alimentation, déplacements...) contre une moyenne de 54% des revenus pour les autres ménages.

«Une grande partie de la population n'a donc pas la capacité de faire face à des dépenses non prévues et doit parfois économiser sur les vêtements ou l'alimentation», relève Caritas.

Toujours selon l'institution, les pressions sur le marché du logement, «qui continueront d'augmenter», rendent presque impossible le changement d'habitat pour les personnes pauvres. Les conséquences sont alors que ces ménages doivent s'excentrer et vivent souvent dans des logements trop chers, trop petits ou très anciens. À cela s'ajoute encore la quatrième hausse marquée d'affiliée des assurances maladie. Des charges qui représentent en moyenne 16% des revenus d'un ménage pauvre

**«Rien n'indique que la situation des personnes touchées ou menacées par la pauvreté va s'améliorer cette année.»**

**Peter Lack**  
Directeur de Caritas Suisse

contre 7% pour les autres. «Malheureusement, rien n'indique que la situation des personnes touchées ou menacées par la pauvreté va s'améliorer cette année», résume le directeur de Caritas Suisse, qui considère ces contraintes comme des signes clairs que notre société continue à se diviser. Alors que faire?

## Des solutions connues

Pour faire face à ces défis, Caritas liste des solutions qui reprennent souvent des aspects

déjà développés dans certains cantons.

Parmi elles figurent, par exemple, une augmentation des subventions pour les places en crèche, des réductions des primes maladie ou une charge maximale en fonction du revenu. Il est aussi question d'accroître le nombre de logements abordables ou d'imposer plus fortement la fortune et les héritages. Sans oublier un soutien accru aux familles, en particulier celles à bas revenus, en développant les prestations sociales et complémentaires.

Enfin, afin que les cantons puissent fonder une politique efficace, basée sur des données précises, l'institution recommande d'instaurer des monitorings cantonaux en complément de l'étude nationale publiée en novembre dernier.

À l'occasion de son 125e anniversaire et pour visibiliser davantage la problématique qui préoccupe Caritas, l'institution a lancé la plateforme «Pauvreté en Suisse». Elle donne un aperçu complet de la situation.

Buzz Gesamt: 2    Reach gesamt: 203'373    Verbreitung gesamt: 57'316    AÄW gesamt: 15'900 CHF

**24 heures** | [Tribune de Genève](#)